

#coronavirus

"Il y a en France une non-reconnaissance du potentiel de la sécurité privée" (Patrick Senior, BSL sécurité)

"En France, nous restons sur des schémas historiquement bas de facturation des prestations, et sur une non-reconnaissance par les pouvoirs publics du potentiel d'utilisation des services de la sécurité privée", constate Patrick Senior, P-DG de BSL sécurité, dans une interview à AEF info. Il regrette que les agents de sécurité privée, sur le terrain pendant la crise sanitaire, soient "très peu mis en avant ou valorisés". Par ailleurs, Patrick Senior estime qu'un an après la création du GES, la situation économique de la profession a peu évolué, d'autant plus que l'accord de revalorisation des salaires n'a pas été accompagné "d'une politique d'augmentation des tarifs". Le P-DG appelle en outre à une prise en compte plus homogène du coût des nouveaux équipements de protection dans la facturation des prestations. "Nous anticipons un résultat lamentable pour l'année 2020", déclare-t-il.



Patrick Senior est le P-DG de BSL sécurité. | Droits réservés - DR

AEF info : Vous êtes le P-DG de BSL sécurité, une entreprise de surveillance humaine qui compte un millier de salariés. Elle intervient dans le tertiaire, l'industrie, l'hôtellerie, les transports, et réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ 27 millions d'euros. Depuis le début de la pandémie de Covid-19, quel a été l'impact de la crise sur les activités de l'entreprise ?

Patrick Senior : Certains de nos clients ont demandé l'arrêt des prestations, tandis que d'autres, moins nombreux, ont eu besoin de renfort. Il a fallu expliquer aux agents qu'ils seraient au chômage partiel pour quelques semaines, voire plusieurs mois. Cela a été le cas pour environ 20 % de nos salariés. L'encadrement, habituellement sur le terrain, est passé complètement en télétravail ou en chômage partiel puisque nous avons fermé nos bureaux pendant la durée du confinement.

Par ailleurs, il a fallu équiper les salariés en masques, gel hydroalcoolique et gants, dans des conditions compliquées. L'État n'a pas sécurisé de filière d'approvisionnement, donc nous avons dû nous débrouiller avec des partenaires en Chine pour nous faire livrer directement. Avec les entreprises membres du

réseau Securalliance ([lire sur AEF info](#)), nous avons pu acheter des masques en grande quantité et les distribuer quelques jours avant le déconfinement.

AEF info : Cette situation a-t-elle entraîné des tensions avec le personnel ?

Patrick Senior : Des tensions, non, mais plutôt une incompréhension face à la difficulté de s'approvisionner. Nous observons d'ailleurs que les forces de l'ordre intervenaient également sans masque ([lire sur AEF info](#)). Les agents de sécurité privée ont montré beaucoup de solidarité pendant cette crise, même s'ils ont été très peu mis en avant ou valorisés ([lire sur AEF info](#)). BSL sécurité a [publié](#) un post sur les réseaux sociaux avec les noms de tous les agents de l'entreprise afin de les remercier.

Nous avons en outre été confrontés à une autre problématique : nos agents qui présentaient un risque de développer une forme grave d'infection au virus se sont bien sûr mis en arrêt de travail, et nous n'avions pas toujours suffisamment d'agents formés aux sites pour les remplacer. La polyvalence dans ce métier est un vrai sujet. Ajoutez à cela la difficulté à recruter en pleine crise : même quand on parvenait à trouver un profil intéressant, il fallait rencontrer la personne, rassembler les documents, fournir la tenue, dispenser des formations, ce qui n'était pas toujours possible.

Cette période a été complexe et, de mon point de vue, n'est pas encore terminée. Pendant l'été, l'entreprise travaillera à un plan de continuation pour la rentrée, qui tiendra compte de toutes les difficultés que nous avons rencontrées. Nous redoutons une deuxième vague.

AEF info : Vos clients ont-ils formulé de nouvelles demandes liées à la pandémie de Covid-19 ?

Patrick Senior : Des demandes de prise de température par les agents ont été faites avant le confinement, donc les chefs d'entreprise ont sollicité le Cnaps et les services du ministère de l'Intérieur sur le sujet. La DLPJA a eu une position surprenante, en indiquant que les agents de sécurité ne devaient a priori pas procéder à des prises de température, mais sans formuler au final d'interdiction ([lire sur AEF info](#)). Au sein du groupe BSL, nous avons donc préféré faire intervenir notre filiale d'accueil.

AEF info : S'agissant plus particulièrement des transports, quel a été le rôle des agents de sécurité privée, aux côtés de ceux des entreprises et des forces de l'ordre, à compter du 11 mai ?

Patrick Senior : Nos clients nous ont demandé des renforts pour veiller au respect des gestes barrières, des mesures de distanciation, de l'obligation de port du masque, et parfois même, pour assister leurs services dans le contrôle des attestations. Tout s'est décidé très vite et a été rapidement mis en place pour le déconfinement. Cette coopération se déroule bien, dans la mesure où les passagers se montrent responsables face au danger du virus.

AEF info : Quelle est votre position par rapport à la prime de pouvoir d'achat encouragée par le gouvernement ? ([lire sur AEF info](#))

Patrick Senior : On nous a demandé de fabriquer une prime au moment où le pays était quasiment à l'arrêt, alors même que la profession fonctionne depuis des années à marge quasi nulle ! Cette annonce a provoqué des tensions car beaucoup d'agents l'ont pris comme un acquis. Il a fallu expliquer que ce n'était pas une décision mais une proposition de l'État, avec l'argent des entreprises !



Entre les sites qui ont renforcé leur dispositif de sécurité et ceux qui ont fermé, BSL sécurité devrait enregistrer une baisse de 15 % de son chiffre d'affaires de la mi-mars à aujourd'hui, car certains sites n'ont pas complètement rouvert. Nous anticipons un résultat lamentable pour l'année 2020 et il est difficile de se projeter compte tenu notamment du fait que tous les appels d'offres ont été reportés. Prendre maintenant une disposition de nature à détériorer nos comptes de résultat serait suicidaire.

AEF info : La sécurité privée a-t-elle des leçons à tirer de cette crise ?

Patrick Senior : Elle a des leçons à tirer sur la réorganisation de ses prestations et sur la mise en télétravail de ses équipes. Nous avons dû le faire dans l'urgence. Nous devons également prendre en considération, dans la facturation de nos prestations, le coût des équipements de protection nécessaires pour les agents. Certains clients acceptent de les payer, mais pas tous. Il va falloir une vraie homogénéité de la part des acheteurs.

Cette crise a par ailleurs mis en exergue la nécessité d'éviter les allers-retours sur ce qu'il est possible de faire, par exemple sur la prise de température. Il est de plus nécessaire de réfléchir à des actions à mettre en place si une situation similaire se présentait. J'ai par exemple demandé que les agents puissent utiliser leur carte professionnelle comme laissez-passer pour pouvoir aller sur leur site de travail. C'est un système qu'il faudrait pérenniser.

Il nous faudra également être vigilants sur la capacité de nos clients à pouvoir régler nos factures, qui sont constituées à 90 % de salaires et de charges. À l'échelle de BSL sécurité, deux clients sont déjà en redressement judiciaire, avec toute la créance attachée, qui sera remboursée un jour, ou pas.

AEF info : Vous faisiez partie du collectif de dix dirigeants qui avait appelé les organisations patronales de surveillance humaine, le Snes et l'USP, à "parler d'une seule et même voix" ([lire sur AEF info](#)). Un an après la fusion des deux structures et la création du GES ([lire sur AEF info](#)), quel bilan tirez-vous ?

Patrick Senior : Lorsque nous avons créé le collectif Urgence sécurité, il y a deux ans, nous appelions à reconnaître la situation économique déplorable de notre profession, marquée par l'effondrement des prix et la faiblesse de nos marges ([lire sur AEF info](#)). Le but principal n'était pas la fusion des deux syndicats, même si celle-ci était un préalable à toute action. Le Snes et l'USP ont fusionné et donné naissance au GES. Pour autant, j'observe que la situation économique de notre profession reste la même.

Le GES a eu une politique très ambitieuse d'augmentation des salaires, qui était juste, plausible. L'accord signé avec les syndicats de salariés, d'ailleurs étendu en pleine crise ([lire sur AEF info](#)), revalorise fortement les salaires des agents, mais n'est pas accompagné d'une politique d'augmentation des tarifs. C'est là tout le problème. Étant donné nos marges, aucune entreprise de sécurité ne peut se permettre d'augmenter les salaires sans répercuter cette hausse sur les prix. Or les clients ne semblent pas en capacité d'aller plus loin sur le volet tarifaire, a fortiori dans la situation actuelle.



AEF info : Pensez-vous que le GES a la capacité de porter ce sujet ?

Patrick Senior : Il faut que le syndicat s'en empare. Les marchés publics sont toujours à 16 ou 17 euros de l'heure. Si ce prix est possible, cela signifie que le travail n'a pas été fait, ni par le syndicat, ni par l'autorité de tutelle, ni par les entrepreneurs qui sont dans une course au chiffre d'affaires.

Après le départ de G4S de France en 2008, voilà maintenant que le numéro quatre mondial, Prosegur, s'apprête à céder ses activités françaises à Fiducial ([lire sur AEF info](#)). Ce phénomène montre bien que les grands groupes n'arrivent pas à s'exprimer en termes de marges dans notre pays. C'est un très mauvais signe envoyé au marché, d'autant plus que cette annonce a lieu en plein déconfinement. Et puis, le directeur général de Prosegur est également le président du GES, ce qui génère une nouvelle fois des incertitudes ([lire sur AEF info](#)).

Finalement, nous restons sur des schémas historiquement bas de facturation des prestations, et sur une non-reconnaissance par les pouvoirs publics du potentiel d'utilisation des services de la sécurité privée. Je pense que la France a beaucoup de choses à apprendre des autres pays.

AEF info - Groupe de presse professionnelle numérique - www.aefinfo.

137, rue de l'Université 75007 Paris - 01 83 97 46 50

Testez AEF